Le 13 décembre 2021

**Observations sur le dossier de concertation préalable**

**Révision du 6è Programme d’actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d’origine agricole pour la Bretagne**

(Direction régionale de l’environnement, de l’aménagement et du logement, 15/10/2021)

**Ce qu’on peut retenir du dossier de concertation :**

* Toute la Bretagne est classée « zone vulnérable » depuis 1994 (pages 4 et 15)
* Six générations de programmes d’action se sont succédées (page 4)
* Dans les nappes et les cours d’eau bretons, 90 à 95% des nitrates sont d’origine agricole (page 10)
* En Bretagne, les deux tiers de l’azote épandu sur les terres agricoles proviennent d’effluents d’élevage (et ils semblent dépasser en 2021, avec 171,2 kg N / ha, le plafond autorisé par la directive nitrates - 170 kg / ha) (page 28)
* Les zones d’action renforcées s’étendent sur une partie significative de la région Bretagne (éloquente carte page 16)
* L’Etat français a fait l’objet de condamnations à répétition et d’injonctions des tribunaux (page 20)
* Toute la Bretagne présente une qualité d’eau médiocre, avec des taux de nitrates souvent supérieurs à 25 mg (carte page 26)
* Depuis 2014, les concentrations en nitrates ne baissent pas (page 26) ; elles avaient pourtant baissé après 2000
* Les cours d’eau et les nappes considérés en « bon état » ne dépassent pas une concentration de 10 mg de nitrates par litre (page 26)
* L’azote est le facteur limitant pour le développement des algues vertes, à la différence du phosphore, naturellement abondant dans les baies marines (page 28),
* En Bretagne, les quantités d’azote épandues n’ont baissé que de 5% depuis 2014 (page 29)
* Selon la directive nitrates, aucun sol ne doit demeurer nu pendant l’hiver (page 30)
* Comme les autres régions, la Bretagne est loin de l’objectif « 100% de bon état » en 2027 (page 38)
* Selon le dossier, il apparaît d’ores et déjà que l’objectif de bonne qualité de l’eau ne sera pas atteint en 2027 (page 43)

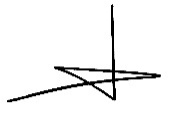
**Ce qui manque au dossier :**

* Il manque l’indication fondamentale que l’origine et la solution du problème des nitrates breton se trouvent dans l’orientation générale de la politique agricole plutôt que dans des ajustements spécifiques ou locaux.
* Il manque l’analyse des raisons pour lesquelles les taux de nitrates n’ont pas baissé depuis 2014.
* Il manque depuis longtemps une réflexion sur la surpopulation animale en Bretagne et sur les moyens et les perspectives de la contrôler, car une décision imposée comme aux Pays-Bas (diminution de 30% du cheptel) n’est pas souhaitable.
* Il manque la distinction entre lisier et fumier, deux types d’effluents aux effets différents sur les fuites d’azote dans la nature.
* Il manque en conséquence une discussion sur les élevages porcins sur litière, producteurs de fumier plutôt que du lisier des élevages sur caillebotis.
* Il manque une analyse des effets de l’affouragement des élevages laitiers en maïs. Le surpâturage des parcelles à proximité des étables n’en est pas la seule conséquence ; il y a aussi la date tardive de la moisson du maïs qui ne permet pas d’implanter une culture de couverture, notamment en année humide comme en 2021. C’est sans parler d’autres effets comme la dépendance protéique du pays et le bien-être des bovins.

**Conclusions :**

1. Il est consternant de lire qu’au bout de la 6è génération de programmes d’action, l’objectif « eaux en bon état » ne sera pas atteint en 2027.
2. Comme ses prédécesseurs, le nouveau programme d’action régional et le dossier de concertation n’indiquent pas l’ampleur du problème, qui ne sera pas résolu par des mesures locales ou spécifiques. L’expérience des six générations de programmes n’a-t-elle pas suffi ?
3. Puisque 90 à 95% de l’azote provient de l’agriculture, il faut une réorientation en bonne et due forme de la politique agricole pour permettre l’avènement à grande échelle de systèmes non polluants comme il en existe en Bretagne.
4. La situation en Bretagne est d’autant plus consternante que la région s’est distinguée par le développement pionnier de systèmes non polluants à viabilité économique avérée (notamment ceux du CEDAPA en Côtes d’Armor et ses équivalents dans les autres départements bretons, réseau des CIVAM ailleurs) et vérifiée par les instituts de recherche, notamment INRA et AgroParisTech.
5. Le problème de la réduction des taux de nitrates, critique en Bretagne, ne lui est pas propre. Il est aussi national et européen, et appelle une réforme générale de la politique et des systèmes agricoles. Malheureusement, le Plan stratégique national (PSN) élaboré en 2021 par le Ministère français de l’agriculture et de l’alimentation n’envisage que des évolutions minimales au prétexte notamment que des écorégimes « inclusifs » sont souhaitables pour permettre à tous les agriculteurs d’y souscrire sans effort. Comme pour la PAC 2014-2022, l’effet sur l’environnement sera dérisoire.
6. La crise des nitrates évoque la question de la surpopulation animale en Bretagne, sans parler du développement de la polyculture/élevage dans les régions céréalières hors Bretagne. Ces questions ne sauraient être éludées dans la résolution du problème des nitrates et celui de la dépendance protéique de la France.

Hervé Guyot, Président de VivArmor Nature



Commentaires rédigés avec l’appui de nos consultants sur les thématiques agriculture :

MM. Armand Rioust de Largentaye et André Pochon